



PORTE OUVERTE AUX LICENCIEMENTS A ERDF



En DIRECT
DU CCE ...

ERDF



20 JUIN 2013

mines-énergie

la
cgt

www.fnme-cgt.fr

La porte ouverte aux licenciements à ERDF !

Rappel des faits :

- ⇒ GDF-SUEZ crée une filiale de droit privé pour ses activités informatiques et transfère en bloc le personnel avec perte du Statut des IEG. La justice donne raison à GDF-SUEZ ! (cf. *déclaration liminaire CCE ERDF du 24 janvier 2013*)
- ⇒ EDF présente un projet similaire pour le domaine SI et des vellétés pour l'ensemble des activités tertiaires.
Un projet bloqué pour le moment grâce à l'action de la CGT...Le risque subsiste (cf. « *Info tertiaire* » du 10 avril)
- ⇒ Les débats actuels sur la transition énergétique et la décentralisation posent la question de l'avenir du monopole d'ERDF et de la fin du régime concessionnaire : ces débats doivent se traduire par une loi dès septembre!
- ⇒ GEG (régie filiale à 51% de la Mairie de Grenoble et 38% GDF-SUEZ) annonce 61 suppressions d'emplois pour réaliser des économies...
- ⇒ **Aujourd'hui, Eon via sa filiale SNET entend imposer son « Plan de sauvegarde de l'emploi » pour fermer des sites de production et licencier 535 salariés sur 850 !**

☞ **Pour faire ce mauvais coup, EON se base sur l'ANI du 11 janvier 2013 !!!**

(*Accord national interprofessionnel signé entre le MEDEF, la CFDT, la CGC et la CFTC*)

Cf. les interventions de la CGT au CCE ERDF dénonçant la casse du droit du travail organisée par cet accord s'appliquant aussi dans les IEG : déclaration liminaire du 24 janvier 2013, du 21 février 2013 et du 23 mai 2013

C'est la porte ouverte aux licenciements dans nos entreprises, donc à ERDF, en particulier à l'occasion de réorganisations.

En signe de protestation et solidarité avec les salariés de la SNET, la délégation CGT a quitté le CCE : l'attaque d'Eon ne pourrait pas exister sans la complicité des entreprises de la Branche IEG, aux premiers chefs desquelles les Groupes EDF et GDF-SUEZ !

Les organisations CFDT et CGC ont décidé de ne pas s'associer à cette démarche au vu de la référence à l'ANI présente dans la motion CGT : les salariés apprécieront ...

La CGT exige des pouvoirs publics :

- La tenue d'une table ronde dans les plus brefs délais avec la présence du Gouvernement, d'Eon et de la CGT
- L'abandon des licenciements de salariés dans les IEG
- L'annulation de la mesure disciplinaire prise contre le délégué syndical du site d'HORNAING (licencié !)

La CGT est prête à s'engager avec le personnel dans un conflit majeur pour faire échec à tout projet des Directions qui viserait à casser le Statut et les droits des salariés ERDF-GRDF